

# Des privilèges pour nos élus ? - Ah Bon ?

*Bienvenue en Aristocratie Républicaine : avantages et privilèges des élus de France et de Navarre....les duchés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du « Grand Est » ne dérogeant pas à la règle... Tonic vous révèle les traditions discrètes du régime républicain...*

## Un petit condensé :

Ignorés par une partie du public, connus par une autre qui fulmine à raison, acceptés par une autre résignée et/ou complaisante..., de quels privilèges s'agit-il ? Les élus de la république bénéficient de régimes de retraites, d'avantages, d'émoluments, lesquels, mis les uns à la suite des autres, sont autant de privilèges inouïs aux yeux du travailleur smicard ou du privé d'emploi, et constituant au fil de leurs carrières aussi courtes soient-elles, un véritable train de vie de nabab, avec constitution de patrimoines de sultan et retraites à 5 chiffres qui tombent tous les mois, en remerciement de très peu de travail effectué et de service non-rendus durant leurs mandats. Si vous en venez à lire un ouvrage de Philippe Pascot \*, entre autres, comme « *Pilleurs d'Etats* », le livre vous tombera des mains !

Avez-vous connaissance de ces avantages, émoluments qui constituent autant de privilèges d'un autre temps et difficilement justifiables ? Gageons que non, ou alors, très mal, car en dehors des ouï-dire et de ceux révélés par les scandales médiatisés, on ne peut que les subodorer, les imaginer, tant qu'un témoin ne vous en donnera pas les détails sordides à voix basse, après vous avoir demandé de « garder ça » pour vous. Ou bien tant que vous ne le verrez pas en deuxième partie de soirée dans une émission du genre « *Spéciales Investigations* » avec visages floutés, voix déformées, témoins anonymes dans la pénombre. En effet, si ces privilèges existent, c'est surtout parce qu'il n'y a pas de transparence sur leur existence et très peu de moyens pour les contrôler, les contraindre à la modération, à une gestion plus restrictive, ou à les interdire et sanctionner, le cas échéant, quand leurs contrevenants de luxe en abusent...



## Pourquoi se gêner ?

Les repas pris dans les restaurants étoilés journalièrement telle une cantine d'entreprise, les soi-disant voyages d'affaires (souvent des congés personnels), les costumes qu'ils portent (qu'ils passent en « frais de représentations »), les chauffeurs *pendant* leur mandat, les chauffeurs à vie *après* leur mandat, les secrétaires *pendant* leur mandat et aussi *après*, la prise en charge totale entre autres des abonnements de téléphonie et d'ADSL personnels et domestiques (en plus de ceux du bureau), n'oublions pas les PV (un certain écolo ambitieux sait de quoi on parle), enfin les régimes de retraites spéciaux cumulatifs et non plafonnés : cette liste est non-exhaustive..., tout cela payé par le denier public, bien évidemment.

Il s'agit ici d'une coutume, d'une tradition bien ancrée dans la Vème république : Ne pas servir (ou pas trop, juste le minimum de clientélisme nécessaire à sa réélection) mais surtout SE SERVIR.

## L'une des conséquences

50 % d'abstentionnisme aux dernières élections régionales, concrètement tout juste un électeur sur deux inscrits sur les listes électorales a pris la peine dominicale de se déplacer aux urnes....Comment expliquer cette aversion pour le devoir électoral ? A votre avis ? Une petite idée ? Oui, vous avez bien deviné : outre le fait que le peuple ne croit plus aux changements qui n'arrivent jamais malgré les

promesses des élus, il faut aussi prendre en considération ce facteur : l'existence difficilement cachée et scandaleuse de tous ces privilèges cumulés par des politiciens professionnels de la « politique politicienne », élus mandatés par le peuple, mais ne servant plus vraiment le peuple et le bien commun.

### **Parce qu'ils le valent bien !**

Pourquoi ces privilèges ? Au nom de quels résultats, de quels mérites ? Mais aucun, voyons, c'est juste, parce *qu'ils le valent bien !* C'est la république *L'Oréal*, avec les cheveux dans le vent qui sentent bon (la note de la coiffeuse, c'est encore le contribuable qui la règle ?) et le sourire du winner aux dents *Ultrabright* (le détartrage du dentiste effectué pendant les heures de permanence à la Mairie ?). Faites-vous élire, la République est une entreprise de monarques qui ne connaît pas la crise : politicien, un métier d'avenir...les convictions personnelles et le souci du bien commun dans tout cela ? Parties, envolées dans les volutes des havanes que fument à longueur de journées certains, certes poursuivis, mais qui se gaussent et se défilent dès qu'une question leur est posée.

Oui, « monarques », un mot encore à la mode de nos jours.

### **Petit rappel historique :**

Durant 13 siècles, le royaume de France était sous le régime de la monarchie de droit divin, devenant plus tard absolutiste. La « société » était divisée en 3 groupes, ceux qui prient pour le salut de tout le monde : le Clergé...- ceux qui nourrissent tout le monde : le Peuple (travaillant la terre) - et ceux qui maniaient l'épée pour protéger tout le monde des brigands et envahisseurs : la Noblesse. Elle pouvait être amenée à mourir pour son peuple (de nos jours ce n'est vraiment plus le cas. À la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, cette dernière ne remplissant plus cette fonction à cause de l'unification du territoire français, et de l'existence d'une armée de métier (grâce à la bonne perception et gestion des Impôts) garantissant une paix relative dans le Royaume et autour de ses frontières- la Noblesse donc, était devenue *parasitaire*, car touchant indûment les impôts pour les dépenser en privilèges, de façon décadente à Versailles...pendant que le peuple de paysans travaillait la terre et mourait de faim. Cette Noblesse poudrée et perruquée, ridicule et dégénérée, qui ne touchait plus aux épées que pour se battre en duel après une joute de vers déclamés, n'a pas voulu voir la colère qui couvait. Dès lors,

une classe sociale montante, constituée surtout de marchands, qu'on appellera plus tard « bourgeoisie », vit là l'occasion de faire un « putsch » pour congédier brutalement cette noblesse à coup de guillotine, en instrumentalisant la colère du peuple contre elle : ce fut la Révolution française, conséquence inéluctable des idées naissantes du libéralisme anglais, puis français de la fin du 17<sup>ème</sup> et début du 18<sup>ème</sup> siècle. Le 4 Août 1789, les révolutionnaires mirent théoriquement un terme définitif aux privilèges de la noblesse.

Oui, en théorie seulement, parce que les enfants de la révolution, les descendants de Danton, Robespierre, Marat et les autres, rétablirent avec la II<sup>ème</sup>, III<sup>ème</sup>, IV<sup>ème</sup> et enfin V<sup>ème</sup> République, d'autres privilèges, sous une forme plus discrète, au bénéfice non plus des nobles, mais des représentants du peuple : les élus dits « mandatés », et ceci en légiférant dans les deux hémicycles. En toute *légalité*, donc.

### **La nouvelle aristocratie post-1789**

Tout ça pour ça ? Est-ce donc là, la République qui se prévaut de l'*Egalité*, du mérite personnel en lieu et place des privilèges de naissance ? Ont-ils décapité la monarchie de droit divin pour établir la monarchie des élus de la République ? Ceux-ci sont devenus, par notre négligence, la nouvelle aristocratie post-1789. D'où qu'ils nous regardent, Danton et Robespierre doivent ravalier leurs bonnets phrygiens de dépit et d'indignation...

### **L'appui intéressé de certains fonctionnaires**

Dans les municipalités de grandes communes, nos élus de la monarchie républicaine, s'entourent, dans l'exercice de leur fonction, d'une cour qui leur est entièrement dévouée, constituée d'un bataillon de conseillers oiseux et oisifs, de fonctionnaires zélés. Certains se voient récompensés en temps voulu, par l'obtention de postes au sein de la collectivité : directeur de services municipaux, intercommunaux, départementaux, régionaux. On est très loin du mérite républicain, avec candidats aux postes qui déposent CV et passent des entretiens, et on est plus proche du népotisme, du vulgaire piston et du renvoi d'ascenseur. Pour autant, ne tombons pas dans le catastrophisme et le « tous pourris », trop facile, caricatural, stupide et stérile, il est nécessaire de mettre le bémol, du nuancer un portrait qu'il ne faut pas broser trop en noir, citons à cet effet Philippe Pascot : « *Il y a moins d'élus pourris qu'on ne le dit, mais plus qu'on ne le sait* »\* 2.

Le problème hélas, c'est qu'une partie de la population s'en fiche complètement, une autre est dans l'ignorance, une autre encore dans la complaisance (« Moi vous savez si j'étais à leurs places, j'en profiterais aussi »), entend-on trop souvent dans la bouche des Français quand les micros sont fermés et qu'ils se « lâchent » un peu, allant jusqu'à prétendre que les privilèges et les agissements de nos élus sont tout à fait *légaux*.

### **Y a-t-il une autre voie ?**

Interrogeons-nous, un instant : A-t-on vraiment encore besoin d'élus ? Ce système républicain du représentant mandaté par le peuple n'est-il pas dépassé, obsolète ? N'est-il pas complice de la stratégie des partis politiques, qui veulent séduire l'électeur à grand coup de communication, de *storytelling*, autrement dit par la propagande, la démagogie et le mensonge ? Ne vaudrait-il pas mieux supprimer les partis politiques (et au passages les syndicats) et les élus mandatés, pour mettre en place une démocratie directe de type athénien, avec tirage au sort de citoyens, telle que le propose Etienne Chouard, ou bien faire voter les lois par les citoyens via des boîtiers électroniques, ou encore multiplier comme en Suisse, en plus des « votations », les initiatives et référendums populaires, bref redonner le pouvoir au peuple souverain ?

Si nous prenons le parti pris de sauver la baleine républicaine (qui ne s'appelle pas Willy, appelons-la William cela fait plus « Princier ») et son mandat représentatif, les citoyens doivent exiger des partis politiques qu'ils proposent dans leurs programmes, pendant les élections présidentielles, une réforme *legislative* de fond sur le statut de l' élu de la République. Il faut qu'un candidat à la magistrature suprême agisse dès le début de son mandat pour accoucher avant la fin de celui-ci, d'une *refonte totale*, d'un statut unique de l' élu, avec des émoluments réévalués, des retraites non cumulatives, et plafonnées, la suppression également d'avantages aberrants, et surtout une mise en place au niveau départemental et préfectoral d'un système de « *Commission de Contrôle* » indépendant, en liaison avec la Cour des Comptes, commission composée de citoyens, de fonctionnaires de la brigade financière à laquelle parviennent toutes les factures et note de frais relatives aux dépenses des élus : repas d'affaires dans les restaurants, déplacements et voyages officiels, tenus vestimentaires, chauffeur(s) pour les déplacements, téléphone et abonnements multimédia, *uniquement et seulement* ce qui est

nécessaire à l'exercice de la fonction ... Enfin que le remboursement des dépenses présentées puissent s'effectuer après une minutieuse vérification, tout comme l'accès à des postes par les proches des élus. Le tout devant être obligatoirement publié sous forme de bulletins informatifs, dans un quotidien local et régional afin que le citoyen « contribuable » (ou non) puisse en prendre connaissance. De la *transparence*, donc. Nota Bene : il existe à l'heure actuelle, une « Chambre Régionale des Comptes » compétente pour la région Alsace, sise à Metz (loi décentralisation 1982), mais ses prérogatives semblent être trop limitées pour être vraiment efficace.

Ces contraintes sur les dépenses des élus par le contrôle de Commissions sont plus que nécessaires sur le plan budgétaire et plus que légitimes sur le plan moral, dans une époque de crise post 2008 où l'oligarchie impose au peuple chaque jour davantage à la demande de l'union européenne, une politique d'austérité accrue. Pour faire des économies, on pointe du doigt les plus faibles, les plus pauvres. Comme par exemple, proposer ou vouloir imposer sans sourciller le contrôle des comptes bancaires des bénéficiaires du RSA, ceci afin de vérifier si ces derniers ne « frauderaient » pas. Sans compter la proposition dans certains départements de France, de demander à ces bénéficiaires de travailler bénévolement dans des tâches ingrates et dévalorisantes telles que le ramassage de papiers sur la voirie et dans les parcs, deux jours par semaines, en échange de leurs allocations RSA. Cette mesure est démagogique et même pire, populiste, car elle fait croire aux Français que les difficultés économiques sont de la faute d'autrui, en l'occurrence le voisin, l'autre Français, et quand ce n'est pas l'immigré et ses allocations familiales, c'est le bénéficiaire du RSA, le chômeur sous indemnisation, bref celui qui « *ne glande rien* », « *ne se bouge pas* », qui « *est un assisté* », et sur lequel le Français qui se lèvent tous les matins, râleur et un peu beauf sur les bords maugrée des « *on paie pour eux !* » entre son bol de café et sa tartine du matin.

### **L'enfer c'est le voisin**

Or le manque de croissance et la dette de la France et de manière plus générale, les problèmes socio-économiques, n'ont pas grand-chose à voir avec le coût de l'état-providence, même si effectivement le poids du RSA pèse sur les collectivités. Mais on peut aussi en dire autant sur la sécurité sociale, le régime des intermittents du spectacle, de l'assurance chômage, des caisses, toutes

déficitaires, il est vrai. Ça va en faire des hordes de bénévoles qui devront, si on suit la logique de certains, ramasser les papiers dans la rue et les espaces verts dans les années à venir ! Traquer les fraudeurs et les paresseux (si on en croit certains partis, ils sont légions) n'aboutira en fin de compte qu'à faire péniblement des économies de bouts de chandelles, qui ne changeront rien fondamentalement à la situation socio-économique de la France : la dette ne s'effacera pas ou si peu, le chômage de masse ne diminuera pas pour autant, il n'y aura pas plus de croissance, ni de pouvoir d'achat supplémentaire pour ceux qui ont la chance de travailler. Il faut que les Français arrêtent de regarder leurs voisins, comme étant « celui » dont tout est de la faute : « l'enfer c'est le voisin » aurait dû dire Jean-Paul. Pas Belmondo, Sartres. Et le voisin c'est l'autre. Non, il faut que les Français apprennent à lever la tête : l'exemple doit venir d'en haut ! C'est l'élu qui doit, le premier, se serrer la ceinture. Mr Macron devra donc arrêter de s'offrir des costards en les passant sur les « frais de représentations », lesquels sont payés par les

impôts de cégétistes en t-shirts. Mr Macron, vous l'avez dit vous-même, la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler : nous vous prenons au mot.

### ***Seulement après***

Une fois ce problème réglé, il faudra rester dans les hauteurs de la pyramide, pour s'occuper du problème des gâchis des dépenses publiques, mais aussi de l'évasion fiscale et des politiques qui vivent, se goinfrent exclusivement avec l'argent du contribuable ! Les assistés ne sont pas ceux qu'ils désignent toujours d'un même doigt accusateur pour créer la diversion ! Après et *seulement après* cela, il sera envisageable et juste, de demander au peuple des efforts, de traquer les tricheurs, de forcer les paresseux à travailler plus, mais seulement *après*.

*JPS / PF*

\* Philippe Pascot ancien adjoint de Manuel Valls à Évry auteur de plusieurs livres invite les citoyens à s'emparer de leur système démocratique.

\*2 : Emission de la chaîne « Bob vous dit toute la vérité » du 16 Mars 2016.